

Congo: appel à plus de représentativité des peuples autochtones ou "pygmées"

<http://www.romandie.com/ats/news/110320155540.p5lhzw81.asp>

(©AFP / 20 mars 2011 16h55)

IMPFONDO (Congo) - Les participants au 2e Forum international des peuples autochtones d'Afrique centrale (Fipac) au Congo ont demandé aux Etats de la sous-région de promouvoir la représentativité dans les institutions des autochtones ou "pygmées", dans leur communiqué final transmis dimanche.

Les Etats d'Afrique centrale devraient "promouvoir la représentativité des populations autochtones dans les institutions locales, nationales et internationales", ont préconisé les 500 participants (autochtones, experts, hauts fonctionnaires, représentants d'institutions internationales) du Fipac après trois jours de rencontres du 16 au 19 mars à Impfondo (à 800 km au nord de Brazzaville).

Ils ont également demandé dans leur communiqué comprenant 25 recommandations que soient prises "instamment des mesures concrètes d'éradication définitive de l'assimilation des populations autochtones par les bantous et les autres groupes ethniques".

Il faut entendre par assimilation, "la servitude" dans laquelle vivent les populations autochtones, a explicité Guy-Barthélémy Moussoki du comité d'organisation du forum.

La survie et les droits des peuples autochtones ou "pygmées" (terme pouvant être connoté péjorativement) étaient au centre de ce deuxième Fipac dont les organisateurs (Communauté des Economique des Etats d'Afrique centrale sous la coordination de la Commission des forêts d'Afrique centrale) estiment qu'ils représentent une population de 3 millions de personnes.

"Hier c'était l'émancipation de la femme, aujourd'hui c'est la nôtre. Cette émancipation se fait petit à petit à travers le Fipac", a déclaré à l'AFP Antoine Goma, président coordonnateur des autochtones du Niari au sud-ouest du Congo.

"Un vent de reconnaissance semble souffler dans la bonne direction", s'est félicité le président du Réseau des populations autochtones et locales d'Afrique centrale (Repaleac), Kapupu Diwa, soulignant la récente promulgation d'une loi au Congo protégeant les droits des autochtones.

Lors de son discours d'ouverture, il avait demandé la "représentation (des autochtones) dans les parlements de nos pays pour mieux défendre nos droits".

Le directeur de cabinet du président congolais Denis Sassou Nguesso, Firmin Ayessa, avait lui souhaité que le forum "débouche sur un plan d'action qui aura vocation à apporter des réponses idoines à l'impératif de promotion et de protection des populations autochtones de notre sous-région".

Le Fipac a regroupé des autochtones venus du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Burundi, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Cameroun.

La prochaine édition doit avoir lieu en 2013.

(©AFP / 20 mars 2011 16h55)